

# Le DROIT OUVRIER

DROIT DU TRAVAIL - PRUD'HOMIE - SÉCURITÉ SOCIALE

## Sommaire

### DOCTRINE

#### Prud'hommes et médiation

**Daniel Boulmier** : Médiation judiciaire déléguée à une tierce personne et instance prud'homale : nid ou déni de justice ?

**Kléber Derouvroy** : La médiation entre par la fenêtre.

### DOCUMENTS

*Voir notamment :*

Requalification d'un contrat de droit privé en contrat de droit public - Réponse ministérielle du 25 février 2002.

### JURISPRUDENCE

*Voir notamment :*

Le versement d'une prestation de Sécurité sociale n'est pas subordonné à l'utilisation de l'imprimé réglementaire prévu à cet effet.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 3 avril 2002** - Avis de M. l'Avocat général Pierre Lyon-Caen (p. 200).

Les pouvoirs de l'employeur face aux libertés individuelles et collectives des salariés.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 11 décembre 2001, 3 avril 2001 et 6 novembre 2001** - Note Francis Saramito (p. 204).

La rupture du contrat de travail faisant immédiatement suite à un jugement requalifiant un CDD en CDI, constitue une mesure de rétorsion prise en raison de l'action judiciaire et justifie la réintégration du salarié.

**Conseil de prud'hommes (sect. activ. div.) de Thonon 21 juin 2001 et Cour d'appel (Ch. soc.) de Chambéry 11 décembre 2001** - Note Arnaud de Senga (p. 207).

Le pouvoir réglementaire n'est pas habilité à autoriser la conclusion d'accords dérogatoires (à propos de la durée du travail dans les transports publics urbains de voyageurs).

**Conseil d'Etat 27 juillet 2001** - Note Francis Saramito et Arnaud de Senga (p. 211).

Le licenciement causé par la perturbation issue des absences répétées pour cause de maladie du salarié et les exigences de l'article L. 122-45.

**Cour de cassation (Ch. Soc.) 20 novembre 2001** - Note Michèle Bonnechère (p. 214).

Les concessions patronales, condition de validité de la transaction.

**Conseil de prud'hommes (sect. ind. - dép.) de Reims 28 janvier 2002** - Note Michel Tanner (p. 217).

### CHRONIQUES JURISPRUDENTIELLES

**Droit pénal du travail** : extraits de décisions commentés par **Marc Richevaux**.

Arrêts récents de la Cour de Cassation résumés par **Marie-France Bied-Charreton** (pages 3 et 4 de la couverture).



# Table des Matières

MAI 2002

## Doctrine :

Médiation judiciaire déléguée à une tierce personne et instance prud'homale : nid ou déni de justice ? par <b>Daniel BOULMIER, Maître de conférences, Institut régional du travail, Université Nancy 2, Chercheur au CERIT-CRDP</b> .....	185
La médiation entre par la fenêtre, par <b>Kléber DEROUVROY, membre du Conseil supérieur de la prud'homie</b> .....	197

## Document :

<b>Jurisprudence applicable en matière de qualification ou de requalification d'un contrat de travail de droit privé en contrat de droit public</b> (Réponse ministérielle à question écrite - JO AN du 25 février 2002 p. 1148) .....	198
<b>Communiqué sur la diffusion gratuite des données juridiques sur internet</b> .....	199

## Jurisprudence :

ACCIDENTS DU TRAVAIL – Réparation – Rente de conjoint survivant - Interruption du versement en cas de remariage – Dissolution de cette seconde union par divorce – Rétablissement de la rente – Absence de prescription, le remariage ayant simplement suspendu les droits de l'intéressée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 8 février 2001</b> .....	200
--	-----

ASSURANCES SOCIALES – Demande de prestation – Pension de réversion – Demande non réalisée sur l'imprimé réglementaire – Caractère indifférent – Conditions d'obtentions réunies à la date de la première demande – Octroi. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 avril 2002</b> .....	200
Avis de l'Avocat général Pierre Lyon-Caen .....	201

COMITES D'ENTREPRISE – Comité d'établissement – Cessation d'activité – Dévolution des biens - A défaut d'un texte l'organisant, attribution de manière à en faire bénéficier le plus grand nombre possible de salariés ayant contribué à la constitution du patrimoine dévolu. <b>TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE CHAUMONT (Ch. Civ.) 14 septembre 2000</b> .....	202
Note Maurice Cohen .....	203

CONTRAT DE TRAVAIL – Pouvoir de direction de l'employeur – Limites – Impossibilité d'apporter aux libertés individuelles et collectives des salariés des restrictions non justifiées par la nature de la tâche à accomplir et non proportionnées au but recherché – Application (trois espèces) – Fouille des armoires individuelles (première espèce) – Ouverture des sacs à l'entrée (deuxième espèce) – Tenue vestimentaire (troisième espèce). <b>Première espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 11 décembre 2001</b> .....	204
<b>Deuxième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 3 avril 2001</b> .....	204
<b>Troisième espèce : COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 6 novembre 2001</b> .....	205
Note Francis Saramito .....	205

CONTRAT À DURÉE DÉTERMINÉE – Requalification – Licenciement – Rupture du CDI en raison de l'action judiciaire en requalification – Atteinte à une liberté publique – Violation manifeste de L. 120-2 du Code du travail – Réintégration. <b>1) CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE THONON (Sect. Activ. div.) 21 juin 2001</b> .....	207
<b>2) COUR D'APPEL DE CHAMBERY (Ch. Soc.) 11 décembre 2001</b> .....	208
Note Arnaud de Senga .....	210

1) CONVENTIONS COLLECTIVES – Pouvoir réglementaire ne pouvant prévoir que des accords collectifs sont susceptibles de déroger aux dispositions qu'il édicte dans un sens défavorable aux salariés – Possibilité ouverte seulement au pouvoir législatif. <b>2) DURÉE DU TRAVAIL – Transports publics urbains de voyageurs – Régime particulier – Articulation des dispositions applicables. CONSEIL D'ÉTAT, 27 juillet 2001</b> .....	211
Note Arnaud de Senga et Francis Saramito .....	211

ELECTIONS PROFESSIONNELLES – Contestation de candidature par l'employeur – Salariée non inscrite sur la liste des électeurs – Tribunal d'instance ordonnant la réitération intégrale du processus électoral et l'inscription de la salariée sur la liste électorale – Forclusion non opposable à cette inscription – Appartenance à l'entreprise résultant d'une ordonnance de réintégration – Preuve du caractère frauduleux à la candidature non respectée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 18 juillet 2001</b> .....	213
---	-----

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Absences répétées pour maladie – Avis d'aptitude du médecin du travail – Désorganisation de l'entreprise invoquée par l'employeur – Nécessité pour le juge de répondre aux conclusions de la salariée invoquant la violation de l'article L. 122-45. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Soc.) 20 novembre 2001</b> .....	214
Note Michèle Bonnechère .....	214

LICENCIEMENT POUR MOTIF PERSONNEL – Transaction – Contestation de la validité – Examen des concessions patronales - Caractère dérisoire – Annulation. <b>CONSEIL DE PRUD'HOMMES DE REIMS (sect. ind. - Juge départementaire) 28 janvier 2002</b> .....	217
Note Michel Tanner .....	220

## Chroniques jurisprudentielles :

COMITÉ D'ENTREPRISE – Défaut de consultation – Délit d'entrave – Chef d'entreprise – Président du comité. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 9 mai 2001</b> .....	221
---	-----

EMPLOIS PRÉCAIRES – Sous-traitance – Obligation d'informer le comité d'entreprise – Informations insuffisamment précises – Délit d'entrave (oui). <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 8 janvier 2002</b> .....	221
---	-----

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ – Blessures involontaires – Absence de sécurité sur une machine dangereuse – Loi du 10 juillet 2000 – Faute caractérisée. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 27 novembre 2001</b> .....	222
---	-----

SOUS-TRAITANCE – Salariés du pseudo sous-traitant unis au donneur d'ordre par lien de subordination juridique – Existence d'un contrat de travail – Condamnation pour travail dissimulé prononcée contre le donneur d'ordre. <b>COUR DE CASSATION (Ch. Crim.) 22 janvier 2002</b> .....	223
---	-----